

IMPOSTURE

Rivière
-FAC. 44
-30311

DU SIEUR MULOT

Call
FRC
24249

DÉVOILÉE.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

1791.

THE NEWBERRY
LIBRARY

THE POSTURE

OF THE MIND

IN THE

A. D. 1711

BY JOHN H. H. H.

1711

I M P O S T U R E
D U S I E U R M U L O T
D É V O I L É E.

Seigneur, ou vous avez la mémoire peu bonne,
Ou vous pratiquez mal les leçons qu'on vous donne,
(CORNEILLE.)

QUEL spectacle déchirant pour une Nation qui veut être libre, de voir le Temple de la Liberté profané par la présence impure du sieur Mulot, couvert du sang des Patriotes du Comtat, qu'il a fait massacrer ! d'entendre sa voix criminelle souiller cette Tribune où ont retenti les premiers accens de la Liberté, de l'Egalité & de la Régénération, en calomniant des hommes aussi irréprochables qu'il est lui-même criminel ; des hommes qui, après avoir travaillé deux années sans relâche à l'édifice de la Liberté, ont sacrifié leur fortune & ex-

posé leur vie pour briser les chaînes des Despotes ultramontains; des hommes qui croyoient enfin s'être élevés à la hauteur de leurs espérances, lorsque le mensonge, les fers, la mort viennent les frapper de toute part, au nom de la Nation qui la première a présenté à l'Univers ce Code dicté par la Nature, déchiré & foulé aux pieds pendant tant de siècles par les Tyrans de la terre, la *Déclaration des droits de l'Homme*, égide sacrée de la Liberté & du droit des gens! Les actions, les pensées, les paroles du sieur Mulet sont autant d'infractions à cette Loi. Enhardi par l'impunité de ses honteux délits sous l'ancien régime, il croit échapper encore à la juste vengeance des Lois. La lenteur des Législateurs Français à prononcer sur la dénonciation des excès horribles qu'il a commis dans le Comtat, rehausse sa voix; l'habitude du crime l'empêche de rougir. Il ose mentir impunément aux Représentans du Souverain; il ose leur dire que *l'Assemblée Constituante, par son Décret du 23 Septembre 1791, a autorisé les Commissaires civils envoyés dans le Comtat, à rétablir le Clergé dans le même état qu'il étoit avant la Révolution: que, si quatre Evêques, dont deux Italiens, sont rétablis, c'est à l'Assemblée Constituante qu'il faut en attribuer la faute.*

Jusques à quand, menteur détestable, osez-vous outrager la Vérité? Jusques à quand croirez-vous en imposer aux hommes vertueux que la Nation a investis de sa confiance? L'Assemblée Constituante, que vous calomniez si lâchement, a enjoint aux Commissaires civils de se conformer aux Lois de l'Assemblée Electorale du Comtat, concernant l'organisation du Clergé des deux Etats. Les Evêques, les Chapitres, les Religieux étoient supprimés, conformément aux Lois Françaises que nous avons adoptées & juré de maintenir au péril de nos vies. Vous avez voulu, par cette assertion que vous saviez contraire à la vérité, pallier les torts de ces

Commissaires de sang & de vengeance dont vous avez été le précurseur, & auxquels vous avez transmis les plans infernaux qu'ils mettent à exécution sur une terre qui, la première, a donné à l'Europe entière l'exemple d'adopter la Constitution Française.

Les Agens du Pouvoir exécutif, dont vous étiez l'instrument sanguinaire, ont craint que la conduite des Patriotes du Comtat, dictée par le cri de la Raison, n'eût des imitateurs. Vous êtes devenu le geolier, le bourreau des amis de la Liberté. Vous avez voulu dissuader par-là les Liégeois, les Belges de rechercher la Liberté Française, en détruisant à main armée, au nom de la France, les prodiges que notre énergie & notre amour pour la Constitution avoient opérés. Vous avez voulu décourager à jamais les hommes qui penseroient comme nous, en accumulant tous les maux sur la tête des Patriotes Comtadins; mais bientôt vos semblables & vos complices seront effrayés du supplice que la Loi, toujours juste, vous prépare.

Quel contraste, en effet, sous l'empire des Lois & de la Liberté, de voir le sieur Mulot au sein de l'Assemblée Nationale, quoique dénoncé, accusé, mandé à la Barre pour des crimes qui font frémir l'Humanité, la Justice & la Liberté; tandis que ceux qui n'ont d'autre tort que d'avoir voulu être libres & Français, & d'être dénonciateurs de ce Médiateur pervers, gémissent dans les cachots, sur des débris de paille, privés de pain, de couvertures & de linge, exposés aux insultes journalières des Aristocrates, versant des larmes sur la destruction de leur fortune; devenue la proie des satellites du sieur Mulot, siégeant parmi les Représentans d'une Nation juste & loyale; quoique ses habits soient encore teints du sang du sieur Pochi, Officier-Municipal de Sorgues, égorgé par ses satellites, enten-

dant dénoncer la Coalition aristocratique entre Avignon & Arles, suite de ses machinations. Législateurs Français, ne trompez pas l'espérance d'une Nation qui a adopté vos Lois. Vous avez juré de vivre libres ou de mourir : la liberté de tous les Citoyens de l'Empire est confiée à votre surveillance : elle est ravie arbitrairement & inhumainement aux Patriotes Comtadins : vous leur devez justice.

Vous avez juré d'être fidèles à la Nation ; vous trahiriez votre serment, si vous en laissiez une fraction dans les fers. Les persécutions qu'elle éprouve vous ont été dénoncées, prouvées par le Rapport même de leurs barbares auteurs. Que la foudre vengeresse que vous tenez dans vos mains les fasse rentrer dans le néant, d'où ils n'auroient jamais dû sortir pour le bonheur de l'Humanité.

Signé J. S. ROVÈRE,

*Député des ci-devant Etats-unis
d'Avignon & du Comtat auprès
de l'Assemblée Nationale.*

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Du 23 Septembre , Séance du matin.

Article XXIII du Décret concernant Avignon.

Il ne sera rien statué sur le Clergé des ci-devant Etats d'Avignon & du Comtat-Venaissin , que par l'organisation définitive ; *mais il restera provisoirement en l'état fixé par l'Assemblée Electorale.* Les Commissaires du Roi, de concert avec les Administrateurs du District, feront dresser un état exact des biens nationaux qui existent dans les deux Etats, & pourvoieront à ce qu'il n'y soit commis aucune déprédation.

Collationné & trouvé conforme à l'Original déposé aux Archives nationales. En foi de quoi j'ai signé & fait apposer le Sceau des Archives.

A Paris, le 27 Décembre 1791.

Signé, CAMUS.

(5)

THE FIRST PART OF THE HISTORY OF THE

LIFE OF THE LATE KING OF GREAT BRITAIN

CHARLES THE SECOND

BY JOHN BURNET

IN TWO VOLUMES

THE FIRST PART

OF HIS LIFE AND REIGN

FROM HIS BIRTH TO HIS DEATH

IN THE YEAR 1685

BY JOHN BURNET

IN TWO VOLUMES

THE SECOND PART

OF HIS LIFE AND REIGN

FROM HIS BIRTH TO HIS DEATH

IN THE YEAR 1685

BY JOHN BURNET

IN TWO VOLUMES

THE THIRD PART

OF HIS LIFE AND REIGN

FROM HIS BIRTH TO HIS DEATH

IN THE YEAR 1685

BY JOHN BURNET